Les leçons de la transition à l'Est

Par OLIVIER BLANCHARD
Olivier Blanchard est professeur au Massachusetts Institute of Technology. Lundi prochain, «Economiques» avec Daniel Cohen.

Le lundi 21 juin 1999

Cela fait dix ans que l'Europe de l'Est a commencé sa transition vers l'économie de marché. Les conférences-anniversaires se multiplient, la dernière en date se déroule cette semaine à Paris, sous l'égide de la Banque mondiale. La question centrale est toujours la même: qu'avons-nous appris durant ces dix ans?

Nous avons appris que, pour fonctionner correctement, les marchés ont besoin d'institutions. L'idée n'est pas nouvelle. Mais jamais son importance n'avait été autant mise en évidence qu'en Europe de l'Est depuis dix ans. Et les leçons dépassent largement le cadre des pays en transition. La vision d'une économie de marché où des agents anonymes se rencontrent dans des marchés plus ou moins virtuels appartient aux manuels d'économie, pas à la réalité. Dans une économie dite de marché, il n'existe pratiquement pas de décision économique qui ne dépende soit de la capacité à écrire et faire respecter un contrat, soit d'un capital de confiance entre les agents. Enlevez les contrats et la confiance, et la machine économique s'arrête. Pourquoi prêter à une entreprise si l'on n'est pas sûr de récupérer ses fonds? Pourquoi investir dans une entreprise si le directeur peut en détourner les actifs? Pourquoi s'engager dans un processus de production complexe, si les relations avec les fournisseurs et les acheteurs seront sujettes à renégociation? Tant qu'en Europe de l'Est l'économie était planifiée, contrats et confiance n'étaient pas nécessaires: l'appareil d'Etat les remplaçait. Trouver les financements nécessaires n'était pas un problème pour les directeurs d'entreprise. Avec la chute du communisme, l'Etat perdit son pouvoir. Confiance et bons contrats ne pouvaient être créés en un jour. Le résultat fut un effondrement de l'activité. En Europe centrale, les institutions se sont créées, les relations entre entreprises se sont développées, et l'activité est repartie. Plus à l'est, les institutions restent embryonnaires, l'activité reste déprimée. Voilà pourquoi, paradoxalement, l'abandon d'un système dont les défauts économiques n'étaient plus à démontrer s'est soldé par une réduction supplémentaire de l'activité. Elle n'avait pas été prévue; la leçon a été administrée, sur le dos des citoyens de ces pays.

Les économistes doivent-ils aller plus loin dans leur mea-culpa? La conduite de la transition, et les recommandations des conseillers occidentaux resteront-ils comme l'une des grandes erreurs de l'histoire économique? Le débat a été relancé récemment par les déclarations du *chief economist* de la Banque mondiale, Joseph Stiglitz. Attaquant ce qu'il appelle le *«consensus de Washington»,* il explique qu'il aurait fallu aller plus doucement et laisser le temps aux institutions de se développer. La transition aurait pu alors se faire à moins de pertes. Cette conclusion est tentante. Mais elle ne découle pas de la conclusion précédente, loin de là. Si le choix avait été entre le maintien d'un Etat fort et le passage instantané à une économie de marché, alors Stiglitz aurait probablement raison. On peut peut-être lire le succès de la Chine comme illustrant les mérites d'une transition lente, contrôlée par un Etat fort. Mais, en Russie et ailleurs en Europe de l'Est, ce n'était pas le choix. L'Etat communiste avait perdu sa légitimité et sa force. Le choix était donc entre marchés et institutions embryonnaires d'un côté, ou un *no man's land* sans règles claires et sans droits de propriété établis de l'autre. Vu la réalité politique, la dépression économique était probablement inévitable. Les décisions prises n'ont sûrement pas toujours été les meilleures. Mais, même avec le recul du temps, ce qui aurait dû être fait est loin d'être évident. Le débat est loin d'être clos.